

Concours section : Concours externe d'inspecteur du travail

Epreuve matière : Economie

N° Anonymat : 34716

Nombre de pages : 8

18.5 / 20

Concours / Examen : Inspecteur du travail

Externe / Interne / 3ème concours : Externe

Intitulé de l'épreuve : Economie de l'entreprise - politique de l'emploi / Option

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

Epreuve : Economie de l'entreprise, politiques de l'emploi et politiques sociales

Sujet : Le libre-échange est-il préférable au protectionnisme ?

"Make America Great Again". Donald Trump, l'ancien président des Etats-Unis d'Amérique, s'est fait écho avec ce désormais célèbre slogan. Dans leur histoire, les Etats-Unis n'ont cessé d'alterner entre périodes d'ouverture commerciale internationale et périodes de protectionnisme.

Libre-échange et protectionnisme se sont affrontés lors des débats des dernières élections européennes. Des visions s'opposent et se confrontent. Certains souhaitent l'idée que le libre-échange est source de prospérité pour les Européens, pour d'autres il met en concurrence les peuples et aliène le travail et la planète. Enfin, certains brandissent le protectionnisme et la fermeture aux frontières des biens et des personnes dans un objectif de repli identitaire.

Le commerce international démontre une longue histoire, avec la part sombre du commerce triangulaire. Il s'affirme dans la seconde moitié du XIX^e siècle avec la création du GATT (1947), puis de l'Organisation Mondiale du Commerce. Le libre-échange est également au fondement de la création de l'Union Européenne, d'abord Communauté Européenne de Charbon et d'Acier (CECA), puis Communauté Economique Européenne (CEE). Cette libéralisation des échanges acquise au XX^e siècle a été permise par la réduction des distances (augmentation du trafic maritime et aérien) et les investissements dans des infrastructures routières (les nouvelles routes de la soie), ainsi que par le renforcement du cadre politique permettant les échanges (G7, G20, BRICS...).

N°

1/9

Est-il préférable de renforcer le libre-échange ou au contraire d'accroître le protectionnisme aux frontières de l'Afrique? Le libre-échange tient-il ses promesses de prospérité et de réduction de la pauvreté?

Nous nous intéresserons dans un premier temps au libre-échange comme facteur de croissance et d'innovation (I), puis nous verrons qu'il participe à favoriser la dépendance industrielle et impacte le marché du travail^(II). Enfin, nous étudierons, à la lumière des enjeux d'avenir, une voie alternative de politique commerciale (III).

Tout d'abord, il convient de rappeler que le libre-échange permet les rendements d'échelle et ~~peut~~ réduit la pauvreté (A). Il est aussi générateur d'innovation et de transferts de technologies (B).

Le libre-échange comme facteur de croissance a été théorisé par David Ricardo au XIX^e siècle. Ce dernier explique la théorie des avantages comparatifs. Un pays tirera des avantages en se spécialisant dans la production de biens pour laquelle il tire le plus d'efficacité plutôt que de tout produire lui-même. Il échangera sa production avec celle d'un autre pays. Ce procédé permet aux deux pays d'accroître leur production, de bénéficier d'une économie d'échelle ce qui ensuite diminuera les coûts de production. Si les coûts de production baissent, cela devrait automatiquement entraîner une baisse des prix finaux. Alors, ~~pour~~ le consommateur verra son pouvoir d'achat augmenter. La demande est presque doublée. Les ménages consommeront davantage, grâce à leur pouvoir d'achat accru. Le libre-échange permet ainsi la spécialisation des économies et en l'absence de barrières douanières, les prix chutent. Il est vrai que depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, le taux de

paupérisation dans le monde a chuté. Il convient ici de rappeler également l'importance du libre-échange sur l'optimisme des entreprises. Selon Keynes, c'est cet optimisme qui permet ensuite aux entreprises de faire le choix d'embaucher, participant ainsi à réduire le chômage et la pauvreté.

L'ouverture aux frontières et la libéralisation des échanges permettent de favoriser l'innovation. En effet les entreprises, de par la concurrence internationale qu'elles rencontrent doivent s'efforcer d'investir leur capital dans l'innovation et la recherche et développement (R&D). Le capital financier est ainsi réinvesti plutôt que de rester stagnant et devenir capital immobilisé. Cette compétition et recherche d'innovation permet de sortir de "l'état stationnaire" dans lequel l'économie tend si elle n'est pas stimulée. Les innovations ont permis de sortir d'aboutir à des avancées technologiques de taille : lors de la révolution industrielle, la révolution numérique avec les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Ces avancées technologiques entraînent ce que Schumpeter a appelé la "destruction créatrice". Certains emplois sont supprimés, obsolètes mais sont de fait remplacés par d'autres à plus forte valeur ajoutée.

Une technologie découverte dans un pays sera transférée à d'autres qui pourront en bénéficier et accroître leur productivité dans leur propres chaînes de production. Enfin, certaines innovations permettent de réduire la pénibilité du travail. En 1920, les sardinières de Douannenez s'épuisèrent des nuits entières à faire sécher, puis enfiler les sardines dans les usines de conserves. Aujourd'hui des machines ont remplacé ce travail éreintant.

Bien que facteur de croissance et de réduction de la pauvreté, le libre-échange favorise la dépendance industrielle et la disparition de savoir-faire traditionnel (A). De par des excès concurrentiels, l'ouverture au commerce international impacte le marché du travail des économies développées (B)

Le commerce international et la libéralisation des échanges a accru la pression concurrentielle sur les entreprises, notamment sur le secteur agricole. Ces débats ~~ont resurgi~~ ~~entre~~ autour du libre-échange ont resurgi en janvier 2025 à l'occasion du mouvement des agriculteurs. Ces derniers ont défilé sur les routes avec leurs tracteurs pour faire entendre leur détresse. Bien que le mouvement ne portait pas uniquement des propositions

homogènes, la question de l'excès d'ouverture à la concurrence était l'un des leitmotivs du mouvement. Il a alors insisté à s'intéresser sur la pertinence des derniers accords de libre-échange votés entre l'Union Européenne et des pays tiers (Nouvelle Zélande, Japon) ou ceux en cours de négociation avec les pays du Tiers-Monde. En effet malgré les ardes de la Politique Agricole Commune, la profession décline et le secteur se porte mal, les éleveurs bovinos tout particulièrement.

Le commerce international augmente par ailleurs la dépendance en matière industrielle et énergétique. Or quand survient un choc, les logiques géopolitiques réalistes reprennent le dessus. Cette dépendance réduit la souveraineté économique et fragilise. A titre d'exemple, la guerre en Ukraine et les sanctions infligées à Moscou ont mis en évidence la dépendance européenne au gaz russe. En s'en privant, les prix de l'électricité se sont envolés et les ménages les plus modestes ont souffert dans la précarité énergétique. Des TPE-PME ont elles aussi été impactées. Certaines, comme les viticulteurs, ont décidé de réduire leurs productions plutôt que de voir leur facture doubler.

Par ailleurs, le libre-échange modifie la structure de l'emploi dans les économies développées. Le commerce international oblige les entreprises à réduire leurs coûts pour rester compétitives. Pour ce faire, elles peuvent baisser le coût du travail en délocalisant leurs usines dans des pays à plus faibles revenus. En France, la moitié des délocalisations se font vers d'autres pays européens (MSE). Dans l'ouvrage collectif "On sait-en du travail?" paru aux Presses de Sciences Po en 2024, il est notamment expliqué que le commerce international participe à la polarisation de l'emploi. En effet, la désindustrialisation a fait chuter la part de l'emploi intermédiaire. Ainsi, l'emploi est soit très qualifié et difficilement accessible, soit il est faiblement qualifié, peu rémunéré et avec peu de perspectives d'évolution professionnelle. En effet l'éclatement des chaînes de production a contribué à une perte de sens au travail pour les individus avec les conséquences pour les entreprises (turnover, absentéisme).

Enfin, l'ouverture à la concurrence et la politique de baisse des coûts peut se faire au détriment de la qualité et de la sécurité dans l'emploi. Des entreprises ont de plus en plus recours à la sous-traitance et l'intérim et font parfois le choix de coûts réduits en matière de formation en santé & sécurité. Cela participe à augmenter les accidents du travail.

18.5 / 20

Concours / Examen : Inspecteur du travail

Externe / Interne / 3ème concours : Externe

Intitulé de l'épreuve : Economie

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

En fait, il s'agit, dans un contexte international tendu et conflictuel, de proposer une autre voie et de sortir de cette dualité entre libre-échange et protectionnisme afin de répondre aux enjeux de demain : enjeux de transition écologique (E) et enjeux autour de l'emploi (S).

"D'autres formes de protectionnisme pourraient s'avérer bien plus disruptives que le simple aspect commercial" nous explique Alexis Garatti, responsable de la recherche macroéconomique chez Euler Hermes. Dans les débats aux élections européennes il a été évoqué l'idée d'un protectionnisme vert ou d'un protectionnisme solidaire. L'idée n'est pas de jouer sur les tarifs douaniers uniquement mais d'imposer une prudence en matière de manière de produire. Les échanges internationaux favorisent les émissions de gaz à effet de serre. Le réchauffement climatique nous pousse à nous réinterroger sur les modalités de mettre en œuvre pour protéger notre planète. Certains citoyens font le choix de la consommation de proximité, locale. Pour reprendre l'exemple de l'agriculture, la mise en concurrence favorise une agriculture intensive. Alors qu'en 1980, la surface moyenne des exploitations était de 30 hectares, elle est aujourd'hui de plus de 60 hectares, soit plus du double. E

Il s'agit alors de soutenir une politique industrielle européenne, capable de répondre aux enjeux de la transition écologique. Le plan France 2030 tente d'aller dans ce sens. L'ouverture récente des usines de batteries électriques de Brunoy sont encourageantes, si ces dernières demeurent soutenues par l'Etat.

N°

5/2

Outre le protectionnisme alternatif pour répondre aux questions environnementales, il pourrait s'avérer intéressant d'insérer le "protectionnisme éducatif" évoqué par Jacques Adda dans Alternatives Économiques sur des thèmes que l'on parviendrait à relocaliser. Dans un objectif de permettre à chacun d'avoir un travail digne, d'en vivre dignement, l'emploi intermédiaire doit retrouver sa place. Les relocalisations doivent être soutenues par l'État et ce par à plusieurs niveaux : la formation initiale (capital humain) et professionnelle ; l'accès privilégié à la commande publique d'inflation reduction Act américain, programme de subvention et exonérations fiscales pour les industries engagées dans la transition énergétique ou worried des investissements vers les États-Unis. Toutefois, penser la politique commerciale sans politique fiscale permettant de ~~réduire les inégalités~~, réduire les inégalités de patrimoine ne permettra pas de devenir collectivement plus prospères.

"L'UE face au choc" "L'UE à l'heure du choc face au retour du protectionnisme et du chacun pour soi". de titre de l'article de Raec Guyot et Radu Vranceanu dans le journal La Tribune suisse la porte ouverte à la réflexion autour d'un autre projet en matière commerciale. Certes, le libre-échange de par l'interconnexion des rapports au sein de l'économie-monde renforce les rendements d'échelles pour les grandes entreprises et permet l'innovation. Toutefois il comporte des fautes : il réduit la pauvreté mais accroît les inégalités. Le protectionnisme n'est pas une solution pérenne non plus. Il est ainsi préférable, grâce à l'antiprotectionnisme étatique de donner un nouveau souffle aux échanges commerciaux afin qu'ils contribuent à répondre aux enjeux populaires.

